

# Bulletin du FMI

ENTRETIEN AVEC M. ABDOULAYE BIO-TCHANÉ

## Afrique : l'amélioration de la politique économique porte ses fruits

Laura Wallace  
Bulletin du FMI en ligne  
20 mars 2008

- D'une manière générale, l'Afrique réagit bien aux effets du boom des produits de base
- Le FMI doit faire preuve de souplesse avec les pays importateurs qui doivent procéder à des ajustements
- Le grand défi consiste à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

Ces derniers mois, les cours du pétrole, du nickel, de l'étain, du maïs et du blé, portés par les hausses spectaculaires survenues après le creux de l'an 2000, ont battu des records. Quelles en sont les conséquences pour l'Afrique subsaharienne, région très diverse, composée d'importateurs et d'exportateurs nets de produits de base?

Dans un entretien au *Bulletin du FMI en ligne*, M. Abdoulaye Bio-Tchané, qui a récemment quitté ses fonctions de Directeur du Département Afrique du FMI, répond que, jusqu'ici, l'Afrique résiste bien, contrairement à ce qui s'est passé durant les précédents booms des produits de base.

M. Bio-Tchané, qui prendra prochainement la présidence de la Banque ouest-africaine de développement, ajoute toutefois que l'Afrique doit prendre rapidement des mesures pour pérenniser et élargir sa croissance. Peu de pays africains, en effet, semblent en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre la pauvreté et de développement humain.

### ***Bulletin du FMI en ligne.* Comment l'Afrique dans son ensemble réagit-elle au boom mondial des prix du pétrole, des métaux et des denrées alimentaires?**

**M. Bio-Tchané.** Contrairement à ce qui s'est passé durant les précédents booms des produits de base, l'Afrique réagit remarquablement bien cette fois-ci. Les pays riches en ressources naturelles utilisent leurs gains exceptionnels pour accroître leurs dépenses en faveur de l'infrastructure et des services sociaux. De surcroît, ils économisent beaucoup plus que durant les booms précédents, ce qui réduit le risque d'une succession de phases d'expansion et de récession.

S'il est vrai que les pays importateurs nets de produits de base ont plutôt bien résisté jusqu'ici, ils se trouvent maintenant confrontés à une double menace — les dernières

**Abdoulaye Bio-Tchané**

Abdoulaye Bio-Tchané prendra ses fonctions de Président de la Banque ouest-africaine de développement, dont le siège se trouve à Lomé (Togo) début mai 2008, après avoir occupé pendant six ans les fonctions de Directeur du Département Afrique du FMI. Avant d'intégrer les services du FMI pour la deuxième fois, il a été Ministre des finances et de l'économie du Bénin. M. Bio-Tchané a commencé sa carrière comme économiste à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), où il a gravi les échelons pour devenir Directeur du Département des études économiques et de la monnaie.

hausse des prix des combustibles et la poussée inattendue des prix alimentaires —, qui

risque d'entraîner une accélération de l'inflation et un ralentissement de la croissance. En outre, du fait de la situation sociale alarmante de certains pays, la hausse des prix se fait sentir plus durement en Afrique que dans d'autres régions.

Dans l'immédiat, le problème qui se pose aux dirigeants africains consiste à trouver un équilibre adéquat entre les efforts de financement et d'ajustement [Voir l'article intitulé Coping with Food Price Increases]. Le FMI peut les aider à faire face à la

situation économique et sociale de leur pays en faisant lui-même preuve de souplesse et d'imagination. Dans les années à venir, la meilleure façon de procéder aux ajustements imposés par le boom des produits de base sera de mettre en œuvre des programmes de stabilisation et de réformes économiques.

***Bulletin du FMI en ligne. Que peuvent faire les autorités nationales face à la poussée des prix alimentaires?***

**M. Bio-Tchané.** À court terme, elles peuvent modifier leur politique fiscale ou mettre en place des subventions ciblées. Par exemple, les pays qui imposent des droits de douane de 40 % sur les importations de denrées telles que le riz et le lait pourraient les ramener à 30 %, voire 20 %. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait quelques pays, et le FMI a approuvé leurs réductions de tarifs à titre temporaire. D'autres pays pourraient décider de subventionner leurs transports urbains. Là aussi, le FMI pourrait apporter son aide.

***Bulletin du FMI en ligne. Des pays ont interdit l'exportation de certains produits afin d'assurer leur approvisionnement intérieur. Le FMI doit-il aussi soutenir ce genre d'initiative?***

**M. Bio-Tchané.** Il ne faut utiliser ce type de mesures qu'à titre exceptionnel, car il est possible d'accroître fortement l'offre, même à court terme. L'interdiction des exportations peut paraître une bonne solution puisqu'elle est supposée permettre à la population de disposer de produits, tels que le maïs, dont elle a besoin. À court terme, toutefois, cette mesure pénalise les agriculteurs. Si les prix sont intéressants, les cultivateurs produiront davantage. De nombreuses initiatives ont été lancées au niveau mondial pour aider l'Afrique à accroître sa production agricole et satisfaire ses besoins alimentaires.

***Bulletin du FMI en ligne. À votre avis, quel est le principal enjeu de l'Afrique subsaharienne aujourd'hui?***

**M. Bio-Tchané.** Nous vivons un moment exceptionnel de l'histoire économique de l'Afrique, puisque l'Afrique subsaharienne, prise dans son ensemble, connaît son taux de croissance le plus élevé depuis 30 ans. La plupart des pays ont fait de gros progrès grâce à la conjoncture mondiale favorable de ces dernières années, au dynamisme de l'investissement intérieur et à la hausse de la productivité, rendus possibles par la mise en œuvre de politiques avisées dans la plupart des pays. Dans toute la région, les pays utilisent le surcroît de ressources engendré par les exportations de produits de base, l'allégement de la dette et les entrées de capitaux privés pour accroître leurs dépenses en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Cela dit, peu de pays africains sont susceptibles d'atteindre ces objectifs. À mon avis, c'est là le principal défi auquel l'Afrique est confrontée.

**Bulletin du FMI en ligne. Quel type de politiques économiques l'Afrique devra-t-elle mettre en œuvre?**

**M. Bio-Tchané.** Elle devra prendre des mesures pour pérenniser et élargir la croissance, en tirant parti d'un «cercle vertueux» conjuguant réformes, mesures de stabilisation et croissance économique. À ce sujet, on ne saurait trop insister sur la nécessité d'accroître le dynamisme du secteur privé. Il est prioritaire aussi d'investir dans le capital physique et humain (c'est-à-dire dans la santé et l'éducation), de stimuler l'activité du secteur financier, d'assouplir la réglementation des entreprises, de réduire les obstacles aux échanges et de poursuivre l'intégration régionale. De même, l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des finances publiques permettra au continent d'utiliser au mieux les ressources limitées dont il dispose, de débloquer l'aide et d'attirer les investissements directs étrangers.

**Bulletin du FMI en ligne. Parmi les changements en cours sur le continent, quels sont les plus prometteurs?**

**M. Bio-Tchané.** L'un d'eux est la forte diminution du nombre de conflits au cours des dix dernières années. J'y vois le signe d'une amélioration substantielle des systèmes nationaux et internationaux. Du point de vue du FMI, je trouve très encourageant qu'un nombre croissant de pays mettent en œuvre des politiques économiques de qualité et qu'ils en soient récompensés par l'amélioration de leurs résultats économiques — ce qui renforce leur engagement dans ce domaine. Il convient de poursuivre ces efforts à long terme.

**Bulletin du FMI en ligne. Comment le FMI est-il considéré en Afrique? Nous reproche-t-on encore de freiner les dépenses sociales et les décaissements au nom de la viabilité de la dette?**

**M. Bio-Tchané.** Les nombreuses réunions que j'ai eues avec les dirigeants africains et les voyages que j'ai effectués à travers l'Afrique (dans 26 pays) m'ont appris que les conseils de politique économique du FMI, ainsi que ses concours financiers et son assistance technique, sont non seulement indispensables mais aussi très appréciés. Durant la récente visite du Directeur général du FMI en Afrique, les dirigeants africains ont demandé à l'institution d'accroître ses activités en Afrique et non de les réduire.



M. Bio-Tchané (au centre) et le Premier Directeur général adjoint du FMI, John Lipsky (à gauche), rencontrent des habitants de Soweto en Afrique du Sud. (photo FMI)

Pour autant, le FMI fait quand même l'objet de critiques. L'inverse serait d'ailleurs étonnant, compte tenu de l'ampleur de sa présence en Afrique. Ces critiques sont parfois justifiées : nous devons alors réfléchir à la façon dont le FMI peut améliorer son action et procéder aux changements que cela implique. Citons par exemple la possibilité de recourir avec plus de retenue au plafonnement de la masse salariale, un outil qui peut être utile dans certains pays. Souvent, toutefois, les critiques proviennent de malentendus — notamment sur des questions telles que la recherche d'un équilibre entre l'accroissement des dépenses sociales et la question primordiale du maintien de la stabilité macroéconomique.

***Bulletin du FMI en ligne. Que doit faire le FMI pour conserver sa pertinence et continuer de traiter efficacement les problèmes économiques majeurs de l'Afrique?***

**M. Bio-Tchané.** Le FMI aide depuis longtemps les pays africains à instaurer et préserver la stabilité macroéconomique, à améliorer les systèmes de gestion des finances publiques et à développer un secteur financier efficace capable de promouvoir une croissance économique dont le secteur privé serait le fer de lance. Beaucoup a été fait à ce titre, comme l'attestent la forte croissance et l'inflation modérée qui prévalent dans la plupart des pays de la région. Toutes ces activités restent importantes pour un grand nombre de nos pays membres africains.

Toutefois, l'Afrique ayant besoin de changements, le FMI doit s'adapter. À l'avenir, il faudra faire davantage, au-delà des efforts de stabilisation, pour permettre aux pays africains d'accéder au rang de pays à revenu intermédiaire. Le FMI, qui a déjà accompli des progrès dans l'évaluation de l'efficacité de ses conseils de politique économique et de ses activités de conception des programmes, continue d'affiner sa palette d'instruments à l'intention des pays à faible revenu. À mesure que les pays progressent vers la réalisation des OMD, nous nous sommes efforcés de les aider à dégager la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à la réalisation de plusieurs objectifs : accroître les dépenses prioritaires consacrées aux services sociaux; renforcer les capacités des pays pour leur permettre d'absorber efficacement l'aide et les allègements de dette; et stimuler la croissance économique. Nous avons cherché aussi à mieux aider les pays fragiles ou sortant d'un conflit et nous espérons soumettre nos propositions prochainement au Conseil d'administration du FMI.

Au niveau institutionnel, le FMI met moins l'accent sur les activités de financement et davantage sur le soutien à la politique économique. La surveillance multilatérale vise à améliorer la gestion des risques créés par les déséquilibres mondiaux. En ce qui concerne les pays à faible revenu, le FMI a créé un outil, l'«instrument de soutien à la politique économique» (ISPE), grâce auquel nous pouvons soutenir les pays qui ne désirent pas bénéficier — ou n'ont pas besoin — d'un concours financier du FMI.

***Bulletin du FMI en ligne. Le FMI devrait-il s'impliquer dans les questions de gouvernance?***

**M. Bio-Tchané.** Le FMI s'efforce depuis longtemps de promouvoir la bonne gouvernance, mais, comme son mandat est limité dans ce domaine, il concentre son action sur les questions qui sont susceptibles d'avoir une incidence macroéconomique importante ou sont essentielles à la réalisation des objectifs de programmes auxquels il accorde son appui. Dans la pratique, cela s'est traduit par des travaux sur la gestion des ressources publiques, la solidité du secteur financier et les dispositifs de sauvegarde des banques centrales. Le FMI, par ailleurs, apporte son soutien aux pays riches en ressources naturelles par le biais de diverses initiatives spéciales, telles que l'initiative pour la transparence des industries extractives créée sous les auspices du Royaume-Uni.

D'une manière générale, il est encourageant d'observer que les pays africains ont accompli des progrès notables dans l'amélioration de la gouvernance ces dernières années — ce qui se reflète de plus en plus, par exemple, dans les indicateurs de la Banque mondiale sur la gestion des affaires publiques. Toutefois, à en juger par l'expérience accumulée en Afrique et dans le reste du monde, la réalisation de progrès véritables et durables dans ce domaine dépend des principales parties prenantes des pays concernés, à commencer par les assemblées parlementaires et les organisations de la société civile .

***Bulletin du FMI en ligne. S'agissant de l'action du FMI en Afrique, pourriez-vous citer des exemples de réussites au plan national ces dernières années?***

**M. Bio-Tchané.** Nous avons constaté une nette amélioration des résultats de nombreux pays membres, qui s'est traduite par l'émergence d'un groupe de pays en phase de stabilisation avancée — dans lequel figurent des pays tels que l'Ouganda, le Ghana et la Tanzanie—, ainsi que d'un certain nombre d'autres pays, comme le Nigéria, qui se trouvent déjà bien au-delà de la phase de stabilisation et s'efforcent maintenant d'établir les fondements de leur passage dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Par ailleurs, la forte augmentation des entrées de capitaux privés dans ces pays peut être considérée comme une preuve objective du chemin parcouru. Le FMI, en outre, a aidé plusieurs pays sortant d'un conflit à recouvrer la stabilité macroéconomique et, dans certains cas, à aller encore plus loin. Je pense notamment au Rwanda, au Burundi, à la Sierra Leone et au Libéria, pour ne citer que quelques pays. Au-delà de ces exemples, il convient d'évaluer les succès du FMI à l'aune des progrès économiques accomplis dans la plupart des pays et de leur détermination à parvenir à la stabilité macroéconomique.

***Bulletin du FMI en ligne. Dans quelle mesure la position que vous avez occupée pendant tant d'années au cœur de la formulation de la politique économique a-t-elle modifié votre propre réflexion sur l'Afrique?***

**M. Bio-Tchané.** Je dirais que je suis devenu plus optimiste. J'ai constaté à maintes reprises que la qualité de la politique économique avait des effets réels sur les résultats des pays. J'ai noté qu'un nombre croissant de pays accomplissaient de réels progrès à cet égard. J'ai constaté aussi combien le FMI a contribué, dans ses domaines de compétences fondamentaux, à la formulation et à la mise en œuvre de ces politiques. D'une manière générale, j'espère que nous nous approchons de la masse critique à partir de laquelle le continent pourra finalement se placer sur une trajectoire plus rapide de croissance et de développement.

Si vous souhaitez réagir à cette interview, écrivez à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org).